

ALI BENFLIS À PARTIR DE CHLEF :**«Notre système politique est inclassable»**

Le président du parti des Avant-gardes des libertés poursuit de pourfendre le pouvoir en place, qualifiant, cette fois-ci, le système qui le sous-tend d'«inclassable». D'où, selon lui, «l'impérieuse nécessité de sa refondation à travers une transition démocratique consensuelle, ordonnée et apaisée».

M. Kebci-Alger (Le Soir) - A l'appui de son assertion lancée hier à Chlef à l'occasion d'un regroupement régional des cadres et militants du parti, Ali Benflis avance le fait que les juristes et les experts en droit constitutionnel, en droit public, en sciences politiques et en sociologie politique du parti se sont retrouvés face à un défi intellectuel insurmontable : celui de classer le régime politique algérien parmi les régimes constitutionnels connus dans le monde.

«Nos experts se sont demandé si notre régime politique était de type présidentiel et ils en ont conclu que non. Ils se sont demandé si notre régime politique était de type présidentieliste et ils en ont conclu que non. Ils se sont demandé si notre régime politique était de type semi-présidentiel et ils en ont conclu que non. Ils se sont demandé si notre régime politique était de type parlementaire et ils en ont conclu que non. Ils se sont demandé si notre régime politique était de type régime d'Assemblée et ils en ont conclu que non. Ils se sont donc trouvés dans l'impossibilité de classer notre régime politique dans quelque catégorie que ce soit parmi tous les régimes politiques connus dans le monde», affirme-t-il. Même si, au bout, poursuit-il, «ils ont dû trouver une solution à ce dilemme et ils ont qualifié le régime politique algérien d'hyper-présidentieliste», un régime «unique» «sans équivalent dans le monde».

Et d'explorer les caractéristiques de ce régime politique singulier, estimant que notre régime politique est bâti sur un culte : le culte de la personnalité, le culte de l'homme providentiel, le culte de l'homme fort et le culte du zaïmisme. «Notre pays n'a jamais connu de tels excès et une telle dérive. Cette dérive est étrangère à nos valeurs, à notre culture et à notre conception du gouvernant. Notre pays n'a jamais vécu une

situation où un homme – et un homme seul – est placé au-dessus de l'Etat, de la Nation, de la société, de la Constitution et des lois».

Un culte de l'homme providentiel, de l'homme fort, du zaïm aux quatre conséquences particulièrement graves, note l'ancien chef de gouvernement, citant, entre autres, «la concentration de tous les pouvoirs entre les mains d'un seul homme qui n'est pas en mesure de les assumer dans leur intégralité, la marginalisation des institutions et l'empêchement de la mise en place soit d'une séparation soit d'un équilibre des pouvoirs»... Avec comme conséquences «une situation où il n'y a plus de médiations politiques, écono-



Ali Benflis.

miques et sociales dans notre pays ; il n'y a plus que des clientèles politiques, économiques et sociales qui gravitent autour du pouvoir personnel

et qui donnent à celui-ci la fausse impression qu'il est efficacement relayé dans toute la société», «l'hégémonie du pouvoir personnel sur tous les segments de la vie politique, économique et sociale de la Nation» où, selon lui, «réside la nature totalitaire de notre système politique. Le pouvoir personnel veut tenir d'une main de fer les institutions, l'administration publique, la société civile, le monde économique et le paysage médiatique».

Pour le président du parti des Avant-gardes des libertés, l'Algérie est «toujours en attente de sa modernisation politique car la dernière révision constitutionnelle n'a d'aucune manière mis fin à ses archaïsmes», considérant qu'elle «attend toujours la naissance de l'Etat de droit où la citoyenneté serait réhabilitée, où la souveraineté populaire serait respectée, où les libertés et les droits seraient protégés, où le gouvernant serait responsable et comptable de

ses actes, où la Constitution et les lois seraient inviolables et où l'Etat serait garant de l'intérêt général et non celui d'intérêts particuliers».

L'alternative, poursuit Benflis, est dans l'enclenchement «d'une transition démocratique» car «vitale pour notre pays et que le redressement et le renouveau de notre pays ne s'accompliront pas sans elle puisque c'est elle qui fournira à notre pays un nouveau cap, de nouvelles ambitions et de nouvelles perspectives, c'est d'elle que viendra la fin de l'immobilisme, de la stagnation et de la régression». Pour le président du parti des Avant-gardes des libertés, si «la pérennité du régime politique en place est synonyme de l'échec répété et des reculs renouvelés, la transition démocratique est, quant à elle, synonyme d'horizons nouveaux plus prometteurs et de marche en avant plus mobilisatrice et plus rassembleuse».

M. K.

À L'ISSUE D'UNE RÉUNION DE SON SECRÉTARIAT NATIONAL**Le RCD prévient d'une «banqueroute financière»**

C'est le secrétariat national du parti, réuni vendredi dernier, en session mensuelle ordinaire, qui tire la sonnette d'alarme.

Pour cette instance du RCD, «le pays subit une crise financière aux sombres perspectives» avec, «en une trentaine d'années d'extraction effrénée des richesses naturelles, le régime a réussi à aggraver la dépendance du pays tout en épuisant ses richesses naturelles».

Même le Fonds de régulation des recettes présenté comme un «butin de guerre» fond «plus vite que prévu, devant les tares et les précarités d'une gestion approximative et l'acharnement des clientèles à maintenir leurs statuts au détriment de larges couches de la population», note encore l'exécutif du RCD dans le communiqué sanctionnant sa réunion. Et de lire en «la suppression des franchises douanières la dénonciation de l'Accord d'association avec l'Union européenne» et renseigne sur la «panique et probablement des incompétences graves dans les centres de décision», en référence aux «rectifications apportées, plus tard,

et qui dénotent d'une légèreté inquiétante». Mais pas que cette banqueroute financière puisque le RCD n'exclut pas également des troubles sociaux «incontrôlables à cause d'une part, du manque de ressources pour maintenir des transferts sociaux qui n'ont pour seule base matérielle que la rente pétrolière et gazière et, d'autre part, de la politique de répression contre les syndicats autonomes et l'intégration de l'UGTA, réduite à des chapelles bureaucratiques entretenues par la rente». Une Centrale syndicale autrefois «symbole de la mobilisation et des sacrifices des travailleurs algériens pour la liberté et l'indépendance» et «aujourd'hui l'instrument privilégié du régime pour la domestication du monde du travail» qui se retrouve «réduite à quémander l'installation de sections syndicales auprès d'opérateurs privés». Et de dénoncer son silence au moment où, selon le RCD, «des licenciements économiques se multiplient et le drame des travailleurs licenciés du Sud scellent son expulsion du monde du travail», exprimant, au passage, son inquiétude quant à «l'absence d'une représentation forte et crédible dans ce secteur». Evoquant également

«une violence en lien avec une situation régionale explosive et les dérives régionalistes du régime algérien», allusion aux «risques réels d'intervention militaire en Libye avec des débordements inévitables sur l'Algérie qui doivent constituer une préoccupation majeure», le secrétariat national du RCD note la «fragilité du tissu social, l'isolement du pouvoir qui ne tire plus de soutiens qu'à travers des allégeances extérieures conjugué à des déséquilibres régionaux ouvrent la voie à des dérapages qui font peser des menaces y compris sur l'intégrité et l'unité du pays».

Plus grave encore est, selon lui, la collaboration des populations du sud du pays avec les services de sécurité qui «n'est plus ce qu'elle était et ce qu'elle doit être à cause, précisément, de la politique de répression et du sentiment d'exclusion». Et d'estimer «qu'il n'est pas trop tard de mobiliser les Algériennes et les Algériens pour imposer un autre cours aux événements», et ce, «par l'ouverture d'une autre phase politique qui associe l'ensemble des forces vives du pays pour doter la nation d'institutions légitimes et crédibles».

M. K.

FFS**Nebbou réitère les principes de son parti**

«Rien ne se fera sans le FFS.» C'est le premier secrétaire national du FFS, M. Nebbou, qui a fait cette déclaration lors de son intervention devant des militants du parti, à l'occasion de la cérémonie de réouverture du siège de la fédération d'Alger.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le FFS veut rester fidèle aux principes pour lesquels son chef historique et président d'honneur, feu Hocine Aït Ahmed, a milité depuis la création du parti en septembre 1963. C'est le message qui ressort des propos tenus par son premier secrétaire national à l'occasion de la cérémonie portant réouverture du siège de la fédération d'Alger.

En effet, lors de sa brève déclaration faite en la circonstance, M. Nebbou a déclaré que «cet espace rouvert aujourd'hui sera celui de la libre expression des idées démocratiques et patriotiques». Il dira également que «cet espace de libre débat n'est pas seulement celui du FFS mais celui de tous les Algériens». «Nous avons un lourd héritage qu'on doit préserver et que nous devons défendre», a lâché l'orateur. C'est dans cette optique qu'il dira que «la direction du parti a tracé une feuille de route, dont le principal objectif est celui de la restructuration du parti à

travers la tenue de plusieurs congrès de fédérations». Et au premier secrétaire national de souligner que «rien ne se fera sans le FFS». Autrement dit, le plus vieux parti de l'opposition démocratique en Algérie a inscrit son

déploiement organique dans la perspective de se préparer pour les prochaines échéances politiques.

D'ailleurs, M. Nebbou a réitéré les positions de son parti, à savoir «un changement politique pacifique qui doit se faire avec la société civile et les acteurs politiques partageant avec nous les projets démocratiques et républicains». «On va se déployer et le programme de ce futur déploiement sera débattu et connu lors de la

prochaine réunion du conseil national de notre parti qui se tiendra prochainement», a-t-il ajouté.

Pour rappel, lors de la tenue de son dernier conseil national, soit quarante jours après la disparition de feu Aït Ahmed, le FFS a réitéré que «tout projet constitutionnel ne reflétant pas le plus large consensus possible est inéluctablement voué à l'échec et ne permettra nullement de répondre à la crise multidimensionnelle que vit

notre pays». «Le FFS réaffirme que seul un processus constituant permettra au peuple algérien de recouvrer sa souveraineté dans un cadre consensuel et pacifique pour l'avènement d'une deuxième République».

Le FFS demeure convaincu que la construction d'un consensus national est la seule solution en mesure de sortir le pays du statu quo», a-t-on expliqué.

A. B.

FILALI GHOUINI, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MOUVEMENT ISLAH :**«Nous voulons une Constitution du peuple»**

«Nous voulons une Constitution du peuple, pas celle des présidents», soutient le secrétaire général du mouvement Islah, lui pour qui la nouvelle Loi fondamentale du pays est celle des seuls partis du pouvoir, le reste de la classe politique et la société entière ayant été tenues en «marge» du projet.

Filali Ghouini qui s'exprimait, hier, à l'ouverture des travaux d'une conférence féminine du mouvement, affirme que la nouvelle Constitution n'échappe pas à une «constante» du système politique, le

«même à être à la tête du pays depuis le recouvrement de son indépendance à nos jours». Un pouvoir qui a, selon lui, lamentablement échoué dans la gestion des affaires du pays, fuit ses responsabilités et s'obstine à refuser toute présentation de bilan». «C'est lui qui a géré la période du socialisme, celle de l'ouverture économique et démocratique et veut qu'on l'accompagne pour dépasser la difficile crise multidimensionnelle qui se présente au pays», ajoute Ghouini.

Le secrétaire général du mouvement Islah note avec dépit que la pensée unique est fort malheureusement de mise encore chez les tenants du pouvoir. Il en veut pour preuve le message du pré-

sident de la République à l'occasion de la célébration du double anniversaire, celui de la nationalisation des hydrocarbures et la création de l'UGTA. Un message qui fait «l'éloge de la seule centrale syndicale», ignorant superbement le reste des syndicats autonomes pourtant de large représentativité, notamment dans la fonction publique, la santé et l'éducation». Et à Ghouini d'en appeler à la réparation de cette «injustice» et à éliminer ce «résidu de l'ère de la pensée unique révolue», en associant les syndicats autonomes aux débats qui engagent le pays en les faisant participer notamment aux «tripartites».

M. K.